

Droit de réponse du Comité de Lutttes des Pyrénées-Orientales (CdL66)

Le 25 février, un blog du club *Mediapart* ("Le blog de Jean-marc B") publiait un texte visant des membres du Comité de Lutttes des Pyrénées-Orientales : "Jacques Chastaing agressé dans une ruelle par des nervis."

En quelques jours, différents sites, certains liés au courant du NPA *Alternative Révolutionnaire Communiste*, ont repris cette publication, en renchérissant. *Arguments pour la Lutte Sociale et Anti-K* ont même averti leurs lecteurs : "Agression et menaces contre des militants ouvriers : mise en garde".

La plus simple vérification des faits évoqués et des accusations portées n'a été faite par aucun de ces sites. Pourtant, aucun n'a hésité à réclamer en réponse : " l'autodéfense du mouvement d'émancipation".

Gravement mis en cause comme ayant prétendument couvert du "cassage" de "militants ouvriers" commis par plusieurs de ses membres (agissant pour la Macronie, voire néo-nazis comme on a pu le lire ?) le Comité de Lutttes des Pyrénées-Orientales conteste formellement la version claironnée sur ces sites et les exploitations qui en ont été faites.

Quelle réponse apporteront les sites impliqués dans cette désinformation ?

Vérification indépendante des faits ? Publication d'une démonstration du fake dont ils ont été victimes ? Plates excuses? Suppression des articles ? Publication de ce droit de réponse ?

LES FAITS

Quand ? C'est le seul point exact de la version diffusée et interprétée : le jeudi 20 février après la dislocation d'une manifestation matinale contre la réforme des retraites dans le centre-ville de Perpignan.

Qui ?

D'une part, si l'on s'en tient à la version de ces publications : Une "bande de 7 individus", des "nervis", des "voyous", des "franges décomposées"... ?

Outre un militant totalement indépendant, il s'agit de gilets jaunes, certains engagés depuis le 17 novembre 2018 ou même dans la préparation de l'Acte 1, qui ont connu des gardes à vue, des violences policières, des poursuites en justice, des condamnations... Ceux d'entre eux qui sont intervenus ce 20 février pour tenter de "calmer le jeu" (et qui ont été pris à partie par... des "victimes") ont juste permis aux accusateurs publics de faire monter le chiffre des "agresseurs" jusqu'à ce 7 affiché.

D'autre part, les "militants ouvriers" qui auraient été "cassés" ? Une gilet jaune de longue date. Son compagnon, présent depuis peu dans le conflit social. Et donc (puisque son nom est amplement mis en avant) Jacques Chastaing, jusque là militant politique si discret qu'il avait oublié de mentionner son appartenance au NPA lors d'une AG du CdL66 où la transparence sur les engagements était demandée. Et par ailleurs inconnu des assemblées générales des Gilets Jaunes des Pyrénées-Orientales avant début décembre 2019.

Où ?

"Dans une ruelle", selon ces sites, pour conforter une version de "guet-apens"? Les pompiers sont en réalité intervenus sur la terrasse d'un des bars-restaurants les plus fréquentés de l'hyper-centre de Perpignan, à l'entrée des Halles Vauban. Comme chaque midi, cette terrasse était bondée le 20 février vers 13 h.

Ainsi, le personnel de l'établissement, des clients, des passants..., ont assisté à la scène et peuvent rétablir une réalité des faits qui se révèle en contradiction totale avec une prétendue "agression violente en bande", et en particulier une "agression de Jacques Chastaing". Un seul témoin l'a en fait remarqué :

"derrière, un barbu criait "au voleur au voleur", on n'y comprenait rien, les gens se marraient". Complètement en retrait, il n'a donc selon les personnes présentes joué aucun autre rôle, et surtout pas un rôle de "victime d'agression".

Quoi?

"Une histoire de gamins", dit un témoin. "Ils se sont embrouillés pour une histoire de drapeau. Certains voulaient le garder, les autres qui ne l'avaient pas eu encore voulaient qu'ils partagent". [N.B. : lire à cet égard la note relative à la tentative de récupération d'une banderole unitaire, constitutive de ce différent].

"Ils se sont un peu bousculés à deux-trois, mais rien de méchant".

Aucun coup n'a été porté. La seule tentative de coup aurait été, selon des témoins, le fait de l'une des trois "victimes" (identifiable par son maquillage très voyant).

Un serveur est ensuite intervenu : "j'en ai mis un d'un côté, un autre de l'autre et ça s'est calmé"

Pourquoi les pompiers sont-ils intervenus ? "La petite dame se sentait un peu mal. Elle était tombée de son tabouret. On lui avait apporté un verre d'eau".

Pas d'appel à la police, ni par les pompiers, ni par le personnel, ni par aucun des clients qui se souviennent plutôt d'un "spectacle gratuit".

Un serveur résume toute la scène à : "un chamaillage d'enfants."

Quant à des menaces proférées ou des tentatives d'intimidation à l'encontre de syndicalistes, la "responsable de Solidaires" citée jugeait elle-même si crédible le risque de visites intempestives à son domicile que, le soir même de ce 20 février, elle accueillait chez elle, en toute connaissance de cause, l'un des "dangereux nervis" - et il y est resté une semaine.

Le "chamaillage d'enfants" est pourtant devenu, sur une place publique politique, une sorte d'attentat contre une avant-garde de la résistance ouvrière à Perpignan.

Un peu de sérieux, mais aussi de respect et de dignité, s'il vous plait?

Ces sites ont annoncé sans aucune vérification la mort de notre Comité de Luttés. Or, une minorité seulement s'en est dissociée en publiant (anonymement tout en se prévalant des sigles de plusieurs organisations) le communiqué initial condamnant la pseudo-"agression physique".

Que cette minorité prétende aujourd'hui incarner "l'émancipation" et "l'auto-organisation" dans la lutte fait, par contre, plus que sourire. Et si cette poignée de membres sont partis, de nouveaux militants ont rejoint le CdL66 pour l'auto-organisation réelle.

En réalité, le Comité de Luttés des Pyrénées-Orientales va bien, merci.

Il invite donc tous ceux qui ont véhiculé ces désinformations à s'en assurer par eux-mêmes : tous sont très cordialement conviés à nos assemblées générales hebdomadaires, et/ou dans toutes nos actions.

L'assemblée générale du Comité de Luttés des Pyrénées-Orientales

N.B. Le différent du 20 février pourrait se résumer à une tentative de récupération, symbolique. Non pas d'un "drapeau" comme l'évoque un témoin, mais d'une banderole, créée dans un désir de convergence des luttes à l'initiative de l'assemblée des Gilets Jaunes 66, validée par le CdL et apparue dans les cortèges à Perpignan le 24 janvier. Le 13 février, cette banderole, par essence collective, avait été confisquée autoritairement par deux personnes, mises en minorité en A.G., afin qu'elle ne soit pas présente dans une manifestation non convoquée par leur propre organisation.

Mais l'orchestration des publications accusatrices est révélatrice de tout autre chose : une tentative de division. Pourquoi ? Afin d'essayer d'exister ailleurs, pour quelques personnes discréditées dans le CdL66 ?

C'est cette même banderole que Jacques Chastaing vantait pourtant, le 2 février, à Paris, lors d'une réunion-débat d'*Arguments pour la Lutte Sociale* : " A Perpignan, depuis l'arrêt de la grève des cheminots, des grévistes cheminots ne peuvent pas reprendre le travail et veulent participer à toutes les luttes. Tout ce qui se faisait, se faisait grâce à la grève des cheminots mais aussi était bridé par l'intersyndicale des cheminots; l'unité sans brides, c'est une banderole "Inter tout" déployée à l'initiative de GJ, d'anars, de syndicalistes, décorée de gilets jaunes, de tous les sigles syndicaux et de bien d'autres, derrière laquelle se rassemblent de plus en plus de manifestants et environ 1/3 de la dernière manifestation qui comptait plus de 5000 personnes." [Pour cette dernière manifestation à Perpignan, le 29 janvier : 2000 participants selon les organisations syndicales, 1200 selon la préfecture, 1500 pour la presse locale].

Refs. <https://blogs.mediapart.fr/jean-marc-b/blog/250220/jacques-chastaing-agresse-dans-une-ruelle-par-des-nervis>
[https://www.anti-k.org/2020/02/25/agression-et-menaces-contre-des-militants-ouvriers-mise-en-garde/?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=agression-et-menaces-contre-des-militants-ouvriers-mise-en-garde/](https://www.anti-k.org/2020/02/25/agression-et-menaces-contre-des-militants-ouvriers-mise-en-garde/?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=agression-et-menaces-contre-des-militants-ouvriers-mise-en-garde)
<https://aplutsoc.org/2020/02/25/agression-et-menaces-contre-des-militants-ouvriers-mise-en-garde/>
<https://alt-rev.com/2020/02/26/notre-camarade-jacques-chastaing-agresse-dans-une-ruelle-par-des-nervis/>
Relayé par le groupe public Facebook R&R 2 *RÉSISTANCE & RECONQUÊTE 2, Luttés invisibles, Observatoires du Front Social*, Revue de presse du NPA 34, *Danactu-résistance...*